

**Assemblée générale**

Soixante et unième session

Documents officiels

Distr. générale
24 janvier 2007
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 28^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 11 décembre 2006, à 10 heures

Président : M. Yousfi (Algérie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Saha

Sommaire

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007
(suite)

*Incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la
cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1 : Comité spécial chargé d'élaborer une
convention internationale globale et intégrée pour la protection et la
promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées*

*Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/61/L.30 : Les
océans et le droit de la mer*

*Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/ES-10/L.20 :
Mise en place du Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les
dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien
occupé*

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

06-65099 (F)



La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 117 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 (suite)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1 : Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/61/L.30 : Les océans et le droit de la mer (A/C.5/61/16)

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/ES-10/L.20 : Mise en place du Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé (A/61/614; A/C.5/61/13)

1. **M^{me} Van Buerle** (Directrice de la Division de la planification des programmes et du budget), présentant l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1 (A/C.5/61/15), signale que si ce projet de résolution est adopté par l'Assemblée générale, il n'aura pas d'incidences financières immédiates. Cependant, dans le document dont la Commission est saisie, deux hypothèses sont décrites : soit la Convention est ratifiée et entre en vigueur au milieu de l'année 2007, soit elle n'entre pas en vigueur avant la fin de 2007. L'intervenante attire l'attention sur les paragraphes 4, 5, 6 et 7 de l'état des incidences, où sont décrites les activités prévues dans la Convention et demandées dans le projet de résolution A/AC.265/2006/L.8/Rev.1.

2. Si la Convention entre en vigueur en 2007 et que les États parties et le Comité des droits des personnes handicapées se réunissent en 2007, il faudra prévoir au budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 des ressources additionnelles d'un montant de 3,3 millions de dollars. Des crédits d'un montant de 1,5 million de dollars sont déjà inscrits au chapitre 2 du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 pour assurer le service de deux sessions annuelles du Comité spécial et de deux réunions annuelles des groupes de travail d'avant-session en 2007. Le montant net des ressources additionnelles qui seraient

nécessaires en 2007 pour assurer les services de conférence liés à la Convention serait de 1,3 million de dollars. En outre, si la Convention entre en vigueur et que la Conférence des États parties et la première session du Comité des droits des handicapés se tiennent en 2007, le Secrétariat proposera de nouveau à l'Assemblée générale d'assurer les services de conférence selon les procédures établies. Il est envisagé de financer dans toute la mesure possible les dépenses qui découleraient de l'exécution des activités proposées au titre du chapitre 23 (Droits de l'homme) et du chapitre 28 (Services de gestion et d'appui) au moyen des ressources existantes.

3. Si la Convention entre en vigueur à la fin de 2007 et que la Conférence des parties et le Comité se réunissent à partir de 2008, des ressources supplémentaires d'un montant de 10 millions de dollars seront à prévoir dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009.

4. À propos de l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/61/L.30 (A/C.5/61/16), **M^{me} Van Buerle** attire l'attention de la Commission sur les paragraphes 1, 3, 4, 5, 7 et 8 du document A/C.5/61/16. Les dépenses relatives aux services de conférence, calculées sur la base du coût intégral, pour la prolongation de quatre jours de la dix-neuvième session de la Commission des limites du plateau continental, s'élèveront à 108 100 dollars, au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) et au titre du chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui) du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. Tout sera fait pour que les dépenses supplémentaires soient couvertes par le crédit actuellement ouvert et il sera rendu compte de toute dépense supplémentaire dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2006-2007. Les dépenses relatives aux services de conférence du Groupe de travail spécial officieux à composition non limitée en 2008, estimées à 264 300 dollars au titre du chapitre 2 et à 20 100 dollars au titre du chapitre 28D, seront à inscrire dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009.

5. Enfin, présentant l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/ES-10/L.20 (A/C.5/61/13), **M^{me} Van Buerle** attire l'attention sur les chapitres I et III du document A/C.5/61/13. Le montant des ressources nécessaires pour assurer la mise en place et la tenue du Registre

des dommages est estimé à 3 098 700 dollars pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007. Le paragraphe 17 de l'état des incidences donne le détail des besoins qui seront couverts par ce montant. Par conséquent, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/ES-10/L.20, il faudra ouvrir des crédits supplémentaires d'un montant de 3 098 700 dollars aux chapitres 3 (Affaires politiques) et 35 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007, à compenser par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

6. Présentant le rapport oral du Comité consultatif sur l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1, **M. Saha** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) recommande, au nom du Comité consultatif, que la Cinquième Commission informe l'Assemblée générale que l'adoption éventuelle du projet de résolution en question n'aurait pas d'incidences financières immédiates.

7. L'état des incidences sur le budget-programme fournit des informations d'une précision inhabituelle sur les ressources qui pourraient être demandées dans la proposition de budget-programme pour l'exercice 2008-2009. Il est clair que l'adoption du projet de résolution publié sous la cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1 ne préjugerait en aucune manière de l'issue de l'examen de la proposition de budget-programme pour le prochain exercice biennal.

8. À propos de l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/61/L.30, M. Saha souligne que, comme il est indiqué au paragraphe 11 du document A/C.5/61/16, il est envisagé que les dépenses additionnelles soient couvertes par le crédit actuellement ouvert au titre du chapitre 2 et au titre du chapitre 28D du budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007. Si les dépenses réelles nécessaires pour appliquer les dispositions du projet de résolution dépassent les possibilités de financement prévues au titre des chapitres susmentionnés, il sera rendu compte de toute dépense supplémentaire dans le deuxième rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2006-2007.

9. Au sujet de l'état des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/ES-10/L.20 (A/61/614), il signale que les estimations de besoins

supplémentaires pour le budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007 pour la mise en place d'un registre des dommages, s'élevant à 3 100 000 dollars, tiennent compte d'un taux de vacance de postes de 50 % pour 2007. Les besoins estimatifs annuels sur la base du coût intégral atteindraient 3 900 000 dollars.

10. Le Comité consultatif recommande que la Cinquième Commission indique à l'Assemblée générale que, si celle-ci décide d'adopter le projet de résolution A/ES-10/L.20, il faudra ouvrir des crédits supplémentaires d'un montant de 3 098 700 dollars aux chapitres 3 (Affaires politiques) et 35 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007, soit 2 812 000 dollars et 286 700 dollars, respectivement, ce dernier montant devant être compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

11. **M. Kozaki** (Japon), à propos des incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/61/L.30, déclare qu'il ne doute pas que les dépenses supplémentaires puissent être couvertes par le crédit actuellement ouvert. Au sujet des incidences sur le budget-programme du projet de résolution publié sous la cote A/AC.265/2006/L.8/Rev.1, comme le Comité consultatif, il estime qu'il ne faut pas préjuger de l'issue des délibérations concernant la proposition de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009. Au stade actuel, toute dépense supplémentaire devrait être absorbée grâce au redéploiement et à une hiérarchisation plus stricte des ressources actuelles, conformément aux dispositions des résolutions 41/213 et 43/211 de l'Assemblée générale.

12. Enfin, M. Kozaki souligne que les débats en cours sur le projet de résolution A/ES-10/L.20 pourraient avoir des conséquences quant aux incidences sur le budget-programme du projet de résolution. Il souhaite des informations complémentaires de la part du Secrétariat avant que la moindre décision soit prise.

13. **M. Fluss** (Israël) estime, sans vouloir mettre en doute la compétence de la Cinquième Commission en matière budgétaire, que les incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/ES-10/L.20 sont beaucoup plus importantes que celles qui ont été envisagées au départ, dans le rapport du Secrétaire général sur cette question (A/ES-10/361). Il est clair

que la question a été politisée, alors que la construction du mur correspondait à des impératifs de sécurité plutôt qu'à des préoccupations d'ordre politique. Face au terrorisme palestinien, le mur était devenu une nécessité et, si les inconvénients qu'il entraîne sont réversibles, le meurtre de citoyens israéliens par des terroristes palestiniens ne l'est pas. Du reste, le système judiciaire a déjà mis en œuvre des dispositifs de compensation appropriés.

14. Le projet de résolution A/ES-10/L.20 est le résultat d'une politisation de la question. Les Palestiniens et ceux qui les soutiennent sont devenus trop sûrs de leur capacité de détourner l'action de l'Assemblée générale à leur propre profit, allant ainsi à l'encontre de l'objectif de la Dixième session extraordinaire d'urgence, qui est l'union pour le maintien de la paix.

La séance est suspendue à 10 h 35; elle est reprise à 12 h 30.

15. **M. Abelian** (Secrétaire de la Commission) donne lecture du projet de décision suivant :

« La Cinquième Commission, ayant examiné l'état des incidences sur le budget-programme présenté par le Secrétaire général, du projet de résolution intitulé : "Mise en place du Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le territoire palestinien occupé", et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires,

a) Décide de faire siennes les observations et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

b) Réaffirme l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale;

c) Décide d'ouvrir des crédits d'un montant maximum de 3 098 700 dollars, dont un montant de 2 812 000 dollars au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) et un montant de 286 700 dollars au titre du chapitre 35 (Contributions du personnel), qui sera compensé par l'inscription d'un montant identique au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel), du budget-programme de l'exercice

biennal 2006-2007, pour la mise en place et la tenue du Registre des dommages. »

16. **M^{me} Lock** (Afrique du Sud), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande qu'un texte du projet de décision soit fourni.

La séance est levée à 12 h 30.